

## B. DIMANCHE

## On s'abonne :

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62.  
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste.  
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51.  
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),  
Hassenstein et Vogler.  
LONDRES, Gower and son, 2, St-Anne's lane, Delizy.  
DAVOS et Co, 24, Finch lane, Cornhill, 1, Cecil st.  
Strand, Smith and son, 186, Strand, A. Maurice, 13.  
Tavistock Row, Aug. Siegle, 110, Leadenhall street.  
AMSTERDAM, B. Eisebrandt, libraire.  
LA HAYE, Bollaert frères, libraires.  
ROTTERDAM, MM. Nijth et Van Duijn, libraires.  
LUXEMBOURG, au bureau de poste.  
ROME, Morio, libraire, place Colonna.  
GENÈVE, Crilovich, rue de la Poste, 21.  
FLORENCE, Vieuxsoul, cabinet littéraire.  
NAPLES, Deiken et Rocholl.  
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Bailière.  
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire.  
SUYRNE, Decipria et Co, libraires.

## L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PAIX	PROVINCES	PARIS	ALLEMAGNE	AUTRICHE	SUISSE
Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année	Province, 43 fr. "	La France, 21 fr. "	Allemagne, 12 fr. "	Autriche, 12 fr. "	Suisse, 12 fr. "
Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre					

Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

## AVIS.

Nous prions TRÈS-INSTAMMENT ceux de nos abonnés dont l'abonnement expire le 31 de ce mois de vouloir bien le renouveler AUSSIÛT QU'ILS LE PEUVENT.

Nos lecteurs des provinces savent qu'ils doivent, pour tout abonnement nouveau, s'adresser au bureau de poste le plus voisin de leur localité. Les facteurs se chargent ensuite de tous les renouvellements.

Nos abonnés de l'étranger doivent s'adresser, suivant les pays, au bureau de poste ou à nos correspondants, ou bien nous envoyer directement leur demande accompagnée d'un mandat à vue, mandat de poste, de banque ou de commerce, sur Bruxelles ou Paris.

Au nombre des indications inscrites en permanence dans l'entête de l'Indépendance, se trouve celle-ci :

« Tout changement d'adresse doit être accompagné de LA DERNIÈRE BANDE. »

Nous ne saurions trop prier nos abonnés, — toujours en vue d'éviter, à nous des complications, à eux-mêmes des retards ou des erreurs, — de se conformer à cette dernière recommandation.

BRUXELLES, 7 décembre.

## REVUE POLITIQUE.

Le vent, à Versailles, paraît être aujourd'hui à la conciliation. C'est-à-dire à un compromis. M. d'Audiffert-Pasquier, vice-président de la commission des trente, a eu une longue conférence avec le président de la République, et d'après les informations qui nous sont transmises par l'un de nos correspondants de Versailles, le Président inclinerait aux idées de transaction. M. de Gaulle, ministre des finances, paraît fortement sur lui pour l'amener à abandonner la gauche, et il aurait lieu de craindre que cette influence ne vint à prévaloir. Le remaniement ministériel serait déjà à peu près arrêté dans le sens d'une concession à la droite. M. de Gaulle prendrait le portefeuille de l'intérieur. M. Léon Say, celui des finances, et M. de Fourtoul celui des travaux publics. Seulement, si cela signifiait l'abandon des déclarations républicaines du Message du 13 novembre, il y a des ministres en fonctions qui, évidemment, ne pourraient pas continuer à faire partie du cabinet, et il faudrait faire une partie plus complète qu'il n'y en aurait. On pourrait peut-être bien aussi s'en donner un peu de voir en une telle combinaison. M. Léon Say, qui fait ouvertement profession, comme préfet de la Seine, d'être républicain.

Le déplacement du sous-secrétaire d'Etat de l'intérieur, M. Calmon, serait une conséquence forcée de ce qui vient d'être dit. M. Calmon passerait avec le même titre aux finances.

Nous ne pouvons nous abstenir d'enregistrer ces renseignements que nous savons depuis quelques jours, et qui sont de tous points confirmés par nos dépêches d'aujourd'hui. Nous croyons, toutefois, qu'il est bon de les accueillir avec une certaine réserve, car nous avons peine à admettre que M. Thiers, après les deux formidables batailles qu'il a soutenues contre la droite et après l'entêtement et le parti pris d'hostilité qu'il a rencontrés la semaine dernière dans la commission Kerdrel, puisse sérieusement songer à capituler devant la commission des trente et à livrer à ses ennemis une armée qui, depuis de longs mois, le soutient avec une constance, un dévouement, une abnégation au-dessus de tout éloge.

La commission n'a point le dessein d'apporter la moindre précipitation dans l'accomplissement de l'œuvre dont elle a été chargée par les bureaux.

Après avoir choisi hier pour président M. de Larcy, l'ancien ministre des travaux publics, pour vice-président M. d'Audiffert-Pasquier, et pour secrétaire M. Othelin d'Haussonville et pour délégués M. Lefebvre-Pontalis, elle s'est réunie à midi, décidant qu'elle tiendrait deux séances seulement par semaine.

Un commencement de défection s'est déjà manifesté parmi la minorité dans les scrutins pour la nomination du bureau. M. d'Audiffert-Pasquier et M. d'Haussonville ont obtenu chacun 20 voix, quoique la commission n'ait pas le droit de choisir ses membres sur liste. La malade qui a été le prince Frédéric-Guillaume, héritier du trône impérial dans son voyage pour la Suisse où il allait retrouver sa famille, paraît avoir eu plus de gravité qu'on ne voulait le dire. Le prince n'a pas encore qu'il Carlsruhe, où sa femme et ses enfants sont allés le rejoindre, et bien que les journaux annoncent depuis quelques jours qu'il est entré en convalescence, il ne quitte pas cette résidence, d'après les dernières nouvelles, que lorsqu'il pourra se mettre en route sans danger. De plus, le prince ne se rendra pas encore à Berlin, mais aux eaux de Wiesbaden où il doit faire une cure supplémentaire.

Le ministre des finances du royaume d'Italie a confirmé hier, dans la séance de la Chambre des Députés, le fait que nous avons déjà rapporté, que le cardinal Antonelli a refusé, au nom du Pape, d'accepter les titres de la rente inscrite au grand livre de la dette publique et mise à la disposition du Saint-Siège.

Les derniers jours de la session ordinaire des Diètes provinciales d'Autriche ont été marqués par des incidents qui prouvent que les progrès commencent à pénétrer même dans les régions les moins accessibles jusqu'à présent au mouvement libéral. Les Diètes de la Galicie et de la Bukovine ont voté des résolutions rendant l'instruction populaire gratuite et en mettant les dépenses à la charge des communes et de la province. Dans la Diète de la basse Autriche, présidée par un abbé, un autre prêtre, le doyen Benk, a fait une sortie inconvenante contre le grand réformateur, l'Empereur Joseph II, qu'il a traité d'imbécile. Le président ne l'ayant pas rappelé à l'ordre, l'indignation de l'assemblée a fait justice de cette grossièreté, et le gouverneur de la province a déclaré que si l'orateur avait prononcé une telle parole dans une autre enceinte, il aurait dû en rendre compte à la justice. En manière de réponse à l'attaque faite à la mémoire de l'Empereur Joseph II, la Diète qui a décidé à l'unanimité moins cinq voix que le gouvernement se soit invité à présenter une loi sur l'expulsion des jésuites.

En Suisse, l'opinion publique s'intéresse particulièrement à la reconstitution du nouveau Conseil fédéral. Le parti libéral de l'Assemblée fédérale a décidé de ne plus recourir trois fois à la même méthode, M. Châtel-Venel, Naef et Knüsel, députés connus pour leur dévouement à la réforme fédérale. De même on voudrait éliminer du Tribunal fédéral trois conseillers, un second paragraphe ainsi conçu : « Les membres de l'Association habitant une commune de l'arrondissement autre que Bruxelles paieront francs. » (Applaudissements dans une partie de la salle.) L'orateur est convaincu que cet amendement dissipera toute méfiance et réalisera l'union qui est la condition du triomphe des libéraux.

Le *Moniteur* publie, ce matin, la convention conclue entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.

Le conseil communal de Namur était convoqué pour hier, mais l'avis appelant ses membres à se réunir portait cette mention : « 3<sup>e</sup> convocation, » ce qui n'était pas justifié. Les conseillers libéraux se sont abstenus d'aller à la séance, et ont adressé au gouverneur de la province une protestation constatant l'irrégularité de la convocation.

On lit dans l'Organe de Namur :

« L'arrêté royal convoquant le corps électoral de Namur pour le 14 de décembre, à l'effet de pourvoir à l'élection d'un dix-neuvième conseiller communal, vient d'être signé par Sa Majesté. »

## ASSOCIATION LIBÉRALE DE BRUXELLES.

Assemblée générale du 6 décembre.

La séance s'ouvre à huit heures du soir dans la grande salle de la Nouvelle cour d'Angleterre, rue de Laeken, 131. L'Assemblée est très-nombreuse. Au bureau, sur la scène, assis à un décor de bibliothèque, siègent MM. Vanhummel, Oris, G. Jottrand, Lemaire, E. Schouten et O. Scailquin, membres du comité.

Après la lecture et l'approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale de l'année (21 juin), consacrée à la discussion des candidatures pour les élections communales du 1<sup>er</sup> juillet, l'ordre du jour appelle la lecture du rapport sur la situation matérielle et morale de l'Association.

M. E. SCHOUTEN présente l'exposé de la situation financière qui est très-satisfaisante : Recettes : fr. 2,055-93. Dépenses : fr. 18,224-15. Dans ces dépenses les frais des trois dernières élections entrent pour fr. 10,200, les frais généraux pour 8,000 francs. Reste en caisse : fr. 6,831-50, auxquels il faut ajouter pour les cotisations des nouveaux membres fr. 4,900. Le comité a reçu avant le mois de septembre 214 nouveaux membres, et depuis 702 (Applaudissements).

M. VANHUMMEL, président, donne lecture du rapport sur la situation politique de l'Association. Après avoir cité ce mot d'un évêque : « En temps de prospérité, tous les retours sont à craindre » parole dont le comité est heureux de faire l'application à un parti qui prétend substituer la politique d'une élite à la politique nationale, il rappelle les trois triomphes que le libéralisme a remportés cette année à Bruxelles, triomphes qui ont été obtenus par l'union des libéraux, et qui ont consacré cette union.

Il insiste sur les nombreuses victoires du libéralisme dans les élections communales : notamment Anvers, Malines, Louvain (applaudissements), et constate que la majorité libérale dans le Parlement, quoique réduite à la disposition du pouvoir, est désormais destinée de cette autorité morale qui est nécessaire dans les pays vraiment libres (Applaudissements). Nous avons vainement défendu notre drapeau, nous avons reconquis d'importantes positions perdues. Il faut nous préparer à compléter l'œuvre de la réparation. Les leçons du passé ne resteront pas stériles, et l'union, après nous avoir donné la victoire, nous permettra d'en goûter les fruits. Le triomphe doit la consolider loin de la dissolution. Après l'action commune imposée par les malheurs communs, viendra l'entente durable fondée sur des concessions réciproques et inspirées d'un esprit vraiment politique. Le rapport rend hommage au dévouement de la presse libérale dans les dernières luttes électorales. Il invite tous les membres de l'Association à rester attentifs et prévoyants.

Le rapport est accueilli par une triple salve d'applaudissements.

Le second objet de l'ordre du jour est la discussion du projet de résolution relative à l'entente avec les associations libérales des faubourgs. Il est donné lecture de ce projet que nous avons publié dans notre numéro du jeudi dernier.

La discussion générale est ouverte.

M. ORIS, bien qu'il ne soit pas hostile à une entente plus intime avec les libéraux des faubourgs, croit que le moyen va à l'encontre du but qu'on veut atteindre. Il fait remarquer que, pour refuser un membre appartenant à une association cantonale, le comité est soumis à une formalité qui ne lui est pas imposée pour un Bruxellois : l'obligation de justifier son refus d'admission. Cette obligation n'existerait pas pour les membres des associations des faubourgs, qui ne sont pas cantonales. L'orateur reconnaît l'indispensable nécessité de l'unité d'action ; il insiste sur la fidélité aux traditions du congrès libéral dans l'organisation des associations politiques. Ces traditions sont contraires au système du comité. L'unité d'action existe parce que tous les membres qui prennent part aux délibérations de l'Association sont libres d'autres engagements. Si à l'Association d'arrondissement, voulue par le congrès libéral, on substitue la fédération des associations cantonales, on réduit l'Association d'arrondissement au rôle d'une association cantonale ; on organise un système de faiblesse ; on diminue l'unité d'action, et l'on fait disparaître toute généralité de vues. L'orateur ne conteste pas l'utilité des associations cantonales. Il aurait tort de s'en défier, ajoute-t-il, car depuis 25 ans il a toujours trouvé autant de sympathies dans les faubourgs qu'à Bruxelles même. Mais il trouve qu'il n'est pas juste de faire une faveur aux libéraux des faubourgs parce qu'ils font déjà partie d'associations cantonales. A côté de ces associations il y a dans les communes des associations locales qui ont leur importance. Pourquoi leur refuserait-on alors cette faveur ? Si l'on a dans un canton deux associations également libérales, mais rivales, sur le terrain local, faudra-t-il que le comité choisisse entre elles ? Ce serait aller à l'encontre de l'union du libéralisme. Les membres qui se présentent à Bruxelles sont soumis à un ballottage. Pour les membres des associations cantonales le pouvoir du comité sera moindre. Pour les refuser, il leur motivera sa décision. C'est là une position d'infirmité. Cela n'est pas pratique, même dans les sociétés d'agrément ; à plus forte raison cela ne doit pas l'être dans une société politique, et cela peut faire naître des germes de discorde entre les cantons et Bruxelles. Le comité sera d'ailleurs investi d'un pouvoir arbitraire, car il pourra choisir entre les associations cantonales ; il pourra refuser des associations provinciales. Ces membres font preuve d'un libéralisme moins platique que ceux pour lesquels M. Oris réclame une faveur. (Applaudissements.)

M. E. DEMOT expose qu'il a déjà dit il a voté avec M. Oris contre une proposition qui admettait au poll de Bruxelles les membres des associations des faubourgs, en n'exigeant d'eux que la justification de cette qualité. Le projet actuel est tout différent, puisqu'il laisse à l'Association de Bruxelles son autonomie. Ce projet fait une faveur aux associations cantonales, mais le développement de ces associations intéresse les progrès du libé-

ralisme. Ce projet n'a du reste pas le caractère d'une fédération. Les membres des associations cantonales seront admis individuellement. Quand il y aura deux associations dans le même canton, le comité peut traiter avec toutes les deux. Le comité peut être convoqué sur la proposition de 20 membres. (C'est cela !). Les cas de refus sont d'ailleurs très-rares, et c'est, non pas avec l'association cantonale, mais avec son comité que notre comité discute ; et quelles que soient les objections du comité cantonal, le comité de Bruxelles a le droit de maintenir son refus. Quant à l'amendement de M. Oris, je l'accepterais s'il m'était démontré que cet amendement ferait les associations cantonales dans les élections législatives. Il m'est également impossible de dire si le sous-amendement de M. Hanssens sauvegarderait cet intérêt. Il faut éviter avant tout la division des forces électorales dans les élections générales. (Très-bien.) Je ne demande pas que l'Assemblée décide sa résolution. Nous voulons l'union. Il faut la réaliser de manière à ne froisser personne. Si l'Assemblée veut remettre la décision à une autre séance...

Plusieurs membres. Non, non, il y a engagement.

M. LE PRÉSIDENT. Je n'accepte pas les interruptions. Je parle librement, et ce n'est pas parce que je préside l'Assemblée que j'aurai moins de liberté que tout autre. Je ne fais pas de proposition. Mais si l'ajournement à bref délai est proposé, pour ma part, je ne m'y opposerai pas.

M. LÉON MERSMAN propose l'ajournement à quinzaine tant pour le projet de résolution que pour l'élection du comité central, dont les membres sortent le 1<sup>er</sup> janvier. En effet, c'est une lacune dans la circulaire.

M. DEMOT appuie l'ajournement, mais avec le renvoi du projet de résolution à une commission spéciale de huit membres, nommée par l'Assemblée, et chargée de présenter un rapport dans trois semaines ou un mois. Il consent à ce que cette commission soit nommée par le comité.

Plusieurs membres. Aux voix !

M. LE PRÉSIDENT. Aux voix sur quoi ? Il y a plusieurs propositions.

La nomination d'une commission par l'Assemblée, séance tenante, est impossible.

M. DEMOT. Que le comité la nomme.

M. LE PRÉSIDENT. La nomination par le comité n'est guère plus pratique. Si la majorité du comité désigne des membres de son opinion, vous n'y gagnerez rien. L'engagement M. Demot a retiré sa proposition.

M. ORIS. Membre de la minorité du comité, je ne vois pas d'inconvénient à la nomination d'une commission par la majorité qui, j'en suis convaincu, n'a qu'un but : arriver à une solution utile.

M. G. JOTTRAND reconnaît que l'erreur commise dans la circulaire, malgré les prescriptions formelles du règlement, est un motif péremptoire pour l'ajournement. Il propose l'ajournement à huitaine pour la nomination du comité, à un mois pour le projet de résolution.

M. DISAILLES reconnaît la nécessité de l'ajournement pour la nomination du comité, mais non pour la résolution. Nous sommes suffisamment éclairés. Il y a huit mois qu'on s'occupe de cette question.

M. DEMOT. Où cela ?

M. DISAILLES lit un article de l'Indépendance du 28 avril relatif à un projet d'entente avec les associations cantonales.

M. A. VAUTHIER combat la proposition de nomination d'une commission spéciale.

M. L. MERSMAN maintient sa proposition d'ajournement. Il ne voit pas qu'il y ait urgence à statuer aujourd'hui.

M. A. CONVERT. L'ajournement peut amener un vote à peu près unanime. C'est une raison de plus pour le voter. Est-ce que les faubourgs nous présentent un texte ne varié ?

M. LE PRÉSIDENT. C'est le comité qui présente le projet.

M. CONVERT. D'ici à quinze jours le comité pourra tenir compte des observations qui se sont produites.

M. LE PRÉSIDENT. La continuation de la discussion est impossible à cette heure. L'engagement l'Assemblée à voter l'ajournement à quinzaine pour le projet de résolution. Quant au comité l'ajournement est de droit ; le règlement est formel.

L'ajournement à quinzaine pour la continuation du débat sur le projet de résolution est mis aux voix. Une première épreuve reste douteuse. Après une seconde épreuve l'ajournement est rejeté.

L'amendement de M. Oris est rejeté à une grande majorité.

Le sous-amendement de M. Hanssens est également rejeté, sans contre-épreuve.

Les premiers paragraphes du projet de résolution sont successivement adoptés.

M. CONVERT combat le dernier paragraphe qui est ainsi conçu :

« Chaque des associations contractantes pourra faire cesser les effets du traité d'alliance au 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, à la condition d'en informer l'autre association au moins six mois à l'avance. »

M. VAUTHIER. Six mois avant le 1<sup>er</sup> décembre, c'est le 1<sup>er</sup> juin ; c'est le moment de l'élection législative ; je propose cinq mois à l'avance.

M. LE PRÉSIDENT. Le comité se rallie à l'amendement.

M. CONVERT propose un an à l'avance. Cet amendement est rejeté.

Le dernier paragraphe est adopté avec l'amendement de M. Vauthier.

M. LE PRÉSIDENT. Le scrutin est ouvert sur l'ensemble du projet de résolution.

M. ANSPACH. Il faut que l'ensemble soit mis aux voix, et réunisse les deux tiers des voix.

M. LE PRÉSIDENT. C'est une erreur. Pour l'ensemble, il faut le poll, mais la simple majorité.

M. DUMONCEAU. Nous sommes trompés. Mais l'Assemblée ne veut évidemment pas de surprise. Pour tout conclure, qu'on remette l'article 4<sup>er</sup> aux voix. S'il réunit les deux tiers des suffrages, nous n'insistons pas.

M. LE PRÉSIDENT. Cela est impraticable. Plusieurs membres de l'Assemblée, voyant les résolutions votées article par article, ont quitté la séance.

M. ANSPACH. Je proteste contre ce que je considère comme une véritable surprise.

M. FONTAINES. Il ne peut rester de doute sur une question de loyauté. Je demande si M. Eug. Anspach entend mettre en suspicion la décision du comité qui a constaté la majorité des deux tiers.

M. EUG. ANSPACH. Je proteste contre cette interprétation. J'ai dit qu'il y avait eu surprise en ce sens que nous ne nous étions pas compris.

Le poll est ouvert à onze heures. Il sera ouvert samedi, 7 décembre, au local de la Maison des Brax-

## CONSERVATION PAR LE PROGRES

ANNONCES ordinaires, 30 cent. la ligne, payable d'avance.  
RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne, payable d'avance.  
FAITS divers (corps du journal), 3 fr. la ligne, payable d'avance.  
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFFITTE, BULLIER et Co, 8, place de la Bourse.  
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne ; à Londres, à M. A. MANNING, 13, Tavistock Row, M. E. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

## Observatoire Royal.

7 décembre, à midi.

7<sup>e</sup> jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ.	742mm85
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre.	8-9
TEMPÉRATURE corrigée de l'air.	7-5
Id. maximum depuis hier midi.	9-9
Id. minimum depuis hier midi.	6-3
NEIGE tombée.	4mm70
VENT.	ONO
SOLEIL, lever.	7 h. 49 m.
Id. coucher.	3 h. 54 m.
LUNE, lever.	soir. 1 h. 22 m.
Id. coucher.	matin. 0 h. 00 m.

seurs, de trois à cinq heures de relevée, et de sept à dix heures du soir.

Voici les résultats du poll auquel il a été procédé à l'Association libérale de Bruxelles, sur le projet d'entente avec les associations cantonales :

Nombre des votants..... 496  
Pour..... 449  
Contre..... 63

La proposition du comité est donc adoptée.

Les souscripteurs du Denier des Ecoles, réunis hier soir au local de la Maison du Roi, ont adopté à une forte majorité les conclusions d'un rapport de M. Buis, tendant à la création d'une école modèle et payante. Cette école sera établie sur les plans de la Ligue de l'Enseignement, à l'aide des fonds communs de la Ligue et du Denier. Elle sera organisée par un comité de douze membres pris par moitié dans chaque camp.

M. Eugène Anspach a annoncé, tant en son nom qu'en celui de plusieurs souscripteurs, l'intention d'affecter leurs souscriptions à la création d'un établissement d'instruction installé par lui et ses adhérents.

Nous donnerons un compte de cette séance, qui a été fort animée.

On nous écrit de Hannut, le 6 :

« Hier ont eu lieu nos élections communales. En voici le résultat :

MM. Flamand, candidat libéral..... 63  
Tilmant..... 46  
Bulleins blancs, nous ont contestés..... 9

En conséquence M. Flamand a été élu.

Le résultat de ce scrutin est la réponse du corps électoral à l'arrêté royal publié au *Moniteur* du 4 courant, par lequel le gouvernement a nommé, la veille de l'élection, un bourgmestre libéral et deux échevins catholiques, alors que le conseil est composé de six libéraux et de trois catholiques, et que deux élections depuis la dissolution ont confirmé cette majorité. »

Nous recevons communication de la 49<sup>e</sup> note suivante :

« Une demande de suris vient d'être déposée au tribunal de commerce par la Banque de l'Union, à Bruxelles. Cette demande est, de la part de MM. Jacobs frères et Co, une mesure de prudence commandée par l'incertitude de leurs souvenirs. »

« Les opérations imprudentes et dangereuses, traitées à l'insu de la gérance par ses anciens fondateurs de pouvoirs à Anvers et soustraites à son contrôle, auraient causé des pertes qui ne permettraient pas la distribution d'un dividende. Les actionnaires non-distributeur pour provoquer les retrais des dépôts, ébranler le crédit et mettre à l'improviste la Banque dans un état de crise. MM. Jacobs ont préférent prendre les devants ; ils ont demandé un suris de la Banque pour couvrir les pertes. »

« Tout porte à croire que la reprise des services de la Banque ne se fera pas longtemps attendre, des négociations à cet effet étant déjà activement suivies avec un groupe d'établissements belges et suisses formés sous les auspices de la maison Foul et Co et du Comptoir d'escompte de Paris. »

Hier, M. Carlos Gutierrez a eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qu'il adressait à Sa Majesté en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Guatemala.

M. le ministre des affaires étrangères étant empêché, M. le ministre des finances assistait à l'audience.

Son Excellence a été conduite au palais par un aide de camp du Roi et ramené à son hôtel dans les voitures de la cour.

Le département de l'intérieur a pu remarquer qu'il n'est pas toujours fait une juste application de la loi sur la milice, en ce qui concerne l'inscription des étrangers résidant en Belgique. C'est ainsi qu'à l'occasion des levées de 1871 et de 1872, plusieurs de ces derniers ont été indûment désignés pour le service. Comme ils n'étaient tenus, envers notre pays, à aucune obligation sous le rapport du recrutement, le département de la guerre s'est efforcé de les admettre à l'incorporation sur pièces et de leur accorder des congés illimités ; mais ils n'ont pas moins compté pour la formation du contingent.

Les erreurs de l'espèce sont très-régulières : elles sont de nature à provoquer des réclamations fondées de la part des agents diplomatiques accrédités auprès du gouvernement belge ; de plus elles ont nécessairement pour conséquence de faire perdre des hommes à l'armée. Afin de prévenir, autant que possible, l'inconvénient signalé, M. le gouverneur du Brabant invite les administrations communales de son ressort à ne plus opérer l'inscription d'un étranger sans s'être bien assurées qu'elle est régulière, obligatoire. Elles auront soin d'envoyer à ce haut fonctionnaire, après la clôture du registre d'inscription, un relevé des étrangers inscrits.

M. Frère-Orban est de retour, depuis hier, du voyage qu'il a fait en Allemagne.

À dater du 10 courant, un bureau télégraphique sera ouvert à la correspondance privée à Wolvenberg, perception des postes.

Les leçons de géométrie élémentaire commenceront à l'école industrielle de Bruxelles, le mercredi, 11 décembre, à 8 heures du soir.

Le 4 novembre dernier disparaissait de la maison paternelle un jeune homme de Bruxelles, nommé Joseph Schubert, ouvrier joaillier, âgé de 19 ans, demeurant rue Philippe-de-Champaigne. Le lendemain, on trouvait déposé sur la berge du canal de Willebroeck, longeant l'Allée-Verte un chapeau qui a été reconnu pour celui de ce jeune homme.

Un mois plus tard, jour pour jour, c'est-à-dire, jeudi dernier, 5 décembre, on vit flotter dans le bassin du Commerce, à Bruxelles, un cadavre : c'était celui du malheureux Schubert.

Est-ce un suicide, est-ce une mort accidentelle, y a-t-il eu crime ? On ignore. Toujours est-il que le corps ne portait aucune trace de violence et que dans les vêtements qui le couvraient on a retrouvé une légère somme d'argent, une montre d'or et sa chaîne, également en or.

Dans une conférence des administrations de chemins de fer allemands, qui a été tenue à Vienne, le 30 octobre dernier, et à laquelle assistaient les représentants des compagnies de l'étranger, il a été résolu de réduire considérablement les prix du transport des voyageurs, de manière à augmenter le nombre des personnes qui auraient envie de visiter l'exposition universelle de Vienne.

La direction du chemin de fer du Nord, qui a été chargée de l'exécution de ces mesures, va installer un bureau spécial où seront représentés les intérêts de chaque administration par des délégués ad hoc.

Il s'est également formé un consortium des administrations de chemins de fer en vue de la question des logements. On a désigné aux entrepreneurs des localités convenables placées aux gares de chemins de fer qui serviront de suc-



courses et où l'on recevra les voyageurs arrivants à Vienne. C'est là que les étrangers seront munis de tous les renseignements et qu'on se chargera de leur transport à domicile. Le but de cette entreprise, qui porte le nom de *Weltaustausch-Reis und Quartier-Central-Bureau*, est d'organiser des trains rapides spéciaux à prix réduit, partant de toutes les capitales de l'Europe à destination de la ville de Vienne, et d'assurer à l'avance un logement à chaque étranger.

La députation provinciale du conseil provincial du Brabant a fixé, le 12 courant, la séance d'examen des candidats à la place d'inspecteur provincial de la voirie. Cet examen aura lieu à 10 heures du matin, dans une salle du gouvernement provincial, rue du Chêne, à Bruxelles.

On va donner à l'hippodrome de la place Rouppe une série de grands concerts populaires. Le premier de ces concerts est annoncé pour dimanche prochain, à deux heures et sera donné par le corps de musique de la garde civique à cheval, sous l'habile direction de M. Jean Paque.

Un fabricant confiseur d'Ixelles, M. T. Antoine, vient, à l'occasion de la saint Nicolas, d'offrir, par l'intermédiaire de MM. les bourgmestres de Bruxelles et des communes limitrophes, des bons pour cent livres de chocolat, à distribuer aux différentes crèches.

Au vote du conseil communal de Bruxelles, pour la concession d'un emprunt de 33 millions de francs, un membre s'est abstenu, M. Verber, comme étant le frère d'un des contractants.

Aux environs de Bruxelles, au nord et sud de la capitale, en aval comme en amont de la Senne, on peut voir de vastes lacs formés par les débordements de la rivière. En ville et dans les faubourgs des caves rivérales en grand nombre sont remplies d'eau.

Il y a quelques jours, une dame d'une cinquantaine d'années, assez élégamment vêtue, un cachemire aux épaules, entrait précipitamment dans une maison de la rue Vandervelde, descendant en grâce un verre d'eau. Elle semblait émue, troublée.

Son émotion, feinte ou réelle, calmée, elle tira de dessous son châle seize foulards, une pièce de soie bleue, un coupon de flanelle blanche, des bas de laine de quoi garnir un rayon.

Soulagée de ce fardeau, elle pria la personne chez qui elle s'était introduite de vouloir bien en restituer quelques-uns déposés, et se retira. Le hasard l'avait mal servie, et elle s'était jetée dans la gueule du loup. En effet, c'était à la femme d'un agent de police qu'elle s'était adressée. Celle-ci prévint son mari, et quand la dame se représenta, elle l'invita à attendre un instant, en lui disant que ses foulards, ses bas, sa soie, sa flanelle avaient été portés au premier étage, et qu'elle allait les redescendre. La voleuse comprit sans se faire deux fois et, profitant de l'absence momentanée de la femme de l'agent, prit la fuite. Elle court encore.

Depuis plusieurs semaines, des prières publiques, ordonnées par l'évêque de Bruges, sont dites dans son diocèse pour obtenir du ciel la fin des pluies dévastatrices qui, sur une partie du pays, ont amené de redoutables inondations.

Le peu de succès de l'initiative prise par M. Pictet feroit presque douter de son efficacité. On ne peut pas dire que le coup régulier, il fut acquis. Le tribunal de Tournai, jugeant sur l'appel du ministère public, a réformé le jugement du juge de paix d'Atch et a condamné Vandervelde à 22 fr. d'amende ou à deux jours de prison.

#### Nécrologie.

On nous prie d'annoncer la mort de M. Frédéric Donner, docteur à Bruxelles le 6 décembre, à l'âge de 67 ans.

L'inhumation aura lieu le 12 décembre, à deux heures de relevée. On se réunira à 1 1/2 heure, à la maison mortuaire, 5, rue Montoyer.

Les amis et connaissances qui, par oubli ou erreur, n'auraient pas reçu de lettre de faire part, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

On annonce la mort de Laigle (Orno), de M. le comte de Lacombe de Trevel, officier de la Légion d'honneur, agrégé éminent, qui a été longtemps directeur de l'école d'agriculture de Grignon.

#### Arts, sciences et littérature.

THÉÂTRE ROYAL DE LA MONNAIE. — La direction du théâtre royal de la Monnaie prépare, pour l'année 1872, une troisième édition de *Guillaume Tell*. La seule sera chantée par M. Alida Van Gelder.

THÉÂTRE ROYAL DU PARC. — Demain soir, neuvième représentation de *Ruy-Blas*, dont le succès ne fait que grandir chaque soir, grâce au talent hors ligne de M. Lafontaine et à la supériorité de l'interprétation en général.

#### Bulletin de la bourse de Bruxelles.

7 décembre. — Une dépêche de Versailles signale une certaine détente dans la situation politique; c'est sur ce faible indice que la bourse remonte. L'emprunt français fait de 85 1/2 à 85-60; les Métaux, de 60 1/2 à 61-45.

Les Annuités à revenus variables sont bien tenues à 48 1/4.

Au comptant l'animation fait défaut.

La rente belge 4 1/2 est ferme à 102-55 et les Luxembourg à 45.

Les actions des banques sont plus faibles: la Banque nationale anciennes à 3,750, et les nouvelles à 2,460.

En changes, le Londres est recherché à 25-50; le Paris fait 4 1/2 par mille de perte.

#### Communications et avis divers.

Estomac, nerfs, foie, poitrine, guéris sans médecine par la douce Revivante Dr. Barry, 12, rue de l'Empereur, Bruxelles. R. 2-25, 4, 7.

Fabrique de *Caoutchouc*, 7 et 8, pl. St-Gabriel.

Soie noire inusable à fr. 3-50, Marché-au-Bois, 8.

#### NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 6 décembre.

Les diverses causes de la majorité tout à fait inattendue qui s'est produite hier dans les bureaux en faveur de la droite sont, à ce qu'il paraît, d'abord le secret du vote qui soustrait les représentants à la colère des innombrables électeurs qui veulent le maintien de M. Thiers, et ensuite la question du renouvellement partiel qui n'a pas convenu à un certain nombre de membres du centre gauche. De plus, bien qu'il ait convenu que les candidats seuls auraient la parole, quelques membres de l'extrême gauche ont posé la question de dissolution, ce qui a encore plus effrayé les membres dont il s'agit. Mais ce qui est plus prépondérant encore, après le vote d'hier, et ce que je puis vous donner comme positif, c'est que la plus grande peur de tous les vainqueurs, c'est de perdre leur vaincu. Ainsi, du reste, que les futurs commissaires de la droite le disent dans les bureaux, on ne veut aucunement renverser le président de la république. On veut seulement le renvoyer à la préfecture de Versailles, l'acabler de soins, d'honneurs, lui donner même au besoin un droit de veto suspensif et puis gouverner en son nom, avoir surtout un ministre de l'intérieur dévoué, et l'écher, s'il se peut, de pétrir le pays à l'image de la droite.

Si ce projet réussissait et si la majorité pouvait

exercer sur la France une pression quelque peu décisive, on prête de plus à la droite l'idée de faire une espèce de coup d'Etat, de faire arrêter deux ou trois personnes dangereuses, et alors de dissoudre brusquement l'Assemblée et de faire des élections à la faveur de ces mesures terroristes. C'est voir la malice de bien loin, et pour qu'une Assemblée prenne à ce degré de possession d'un chef du pouvoir exécutif et s'arroge l'omnipotence, il faut diverses conditions qui manquent toutes à celle-ci. La première, c'est d'être une majorité, car, il y a quelques jours à peine, c'était une minorité, et il est probable que le sort qui l'a favorisée dans une circonstance spéciale et pour ainsi dire dans l'ombre, au sein des bureaux, se retournera, lorsqu'il faudra voter au grand jour, à visage découvert, et lorsque le pays saura bien quels sont ceux qui résistent à ses volontés exprimées, sans réplique possible, dans toutes les élections partielles qui ont eu lieu depuis et y compris le 2 juillet. Il faut que la majorité soit soutenue par le sentiment du pays (on sait si elle peut s'en flatter) et enfin qu'elle puisse lui montrer un bel édifice, certain, qui lui offre les séductions d'un nom populaire et lui fasse entrevoir un refuge assuré. Or, elle ne peut montrer en perspective au pays, ni la monarchie qu'elle ne peut pas fonder, ni la république qu'elle ne veut pas fonder, et pour prix d'une longue et pénible attente, ne lui fait entrevoir que l'incertain et ne la conduit qu'à l'imprévu.

Bien entendu, toutes ces considérations n'arrêtent pas la droite. Elle a encore assez de sens pratique pour comprendre qu'elle ne peut point se passer de M. Thiers: elle n'a pas assez de jugement pour connaître l'impossibilité de faire de l'illustre homme d'Etat un instrument docile et d'imprimer le sceau de ses propres idées à un pays dont elle accroit chaque jour, de la façon la plus odieuse, et les anxiétés et les souffrances. Après M. Victor Lefranc c'est M. Jules Simon qu'elle veut imposer, et ce sera sur la question soulevée par M. de Broglie relativement au conseil supérieur de l'instruction publique.

On ne sait rien encore aujourd'hui des dispositions de la présidence. Des amis de M. Thiers l'engagent beaucoup à mettre l'Assemblée dans l'alternative d'un appel au pays ou de la démission acceptée du président de la république. Ce serait là le tour le plus terrible qu'on pourrait jouer au parti des droits, et rien ne pourrait peindre l'embarras où il se trouverait et l'impossibilité qu'il aurait de reconnaître de remplacer l'homme qui a déjà rendu tant de grands services au pays. Les feuilles présidentielles indiquent vaguement ce moyen, et la dissolution aujourd'hui est au bout de toutes les plumes.

Il n'est pas prouvé que ce parti ne sera pas pris, mais rien ne l'indique encore de façon positive. Des bruits tout contraires d'indécision concourent de M. Thiers circulent en même temps; et c'est indéniable, jusqu'à ce qu'on sache et qu'on dise bien ce qu'on fera. Je ne puis vous garantir que deux points: c'est qu'à la préfecture de Versailles, que les journaux de la réaction représentent comme attardés, on est sûr tout au moins que M. Thiers n'y sera pas, et c'est tout ce qu'il faut.

Le point décisif est qu'en aucun ministère ne sera reconstitué maintenant, tout ce qui se fait étant essentiellement provisoire et périssable. On parle cependant aujourd'hui de M. de Goulard au ministère de l'intérieur et de M. Germain pour le portefeuille des finances. Ce bruit n'a rien d'inévitable, si on adopte le parti de la conciliation, attendu que M. de Goulard passe pour se rapprocher plus de la droite que ses collègues du cabinet, et ce serait un moyen d'empêcher que la droite n'imposât un ministre de l'intérieur au président de la république.

Ce matin le *Sigle* déclare qu'il n'y a plus d'autre voie pour sortir de la crise que la dissolution et c'est à ses abonnés une feuille de pétitionnement. C'est également la thèse, on le sait, de la *Republique française*, et ce soir l'*Avenir national* emballe le pas.

Il est probable que ce mouvement va se développer dans de très-vastes proportions concurrentiellement avec ceux des Adresses qui, depuis le vote contraire de l'Assemblée, a pris une telle extension qu'il est matériellement impossible de dénombrer toutes les localités, depuis les chefs-lieux de préfecture jusqu'aux plus misérables bourgades, qui y participent.

Ce mouvement a jeté naturellement une grande irritation dans la droite, et il était même question d'interpellations à ce sujet aujourd'hui à l'Assemblée, mais je ne puis croire qu'on ait pu y donner suite. Il y a en ce moment au rôle des pétitions des demandes d'un nombre d'habitants de Rouen, d'autres départements du Nord et même d'habitants de Paris, pour demander le rétablissement de la monarchie nationale. Si la commission trouve légal que quelques centaines de signatures recueillies à grande peine, protestent contre les millions de noms, attestant le progrès des idées républicaines, elle ne peut, à aucun prix, faire considérer comme illégales des pétitions qui demandent à un Parlement de se dissoudre pour faire place à un autre librement et légalement élu.

Je ne crois pas, du reste, que ce pétitionnement si imposant qu'il soit par le nombre, si évidemment indiqué qu'il soit par les besoins de la situation, produise le moindre effet sur la tenue de l'Assemblée. Je crois au contraire qu'il redoublera son irritation; mais ce qui devra finir inévitablement par influer sur ces entêtements incorrigibles, sur ces égarements aveugles et antipatriotiques, c'est le marasme du pays, c'est la souffrance des affaires, c'est cette difficulté de vivre, c'est ce je ne sais quoi qui indique aux pouvoirs qui abusent de leur force qu'ils sont absolument isolés de la nation.

Un exemple pareil se produisit sous l'empire, lorsque, après l'attentat d'Orsini, on institua le ministère de menace et de vengeance, resté connu sous le nom d'excuse de l'Espérance. Jamais le pays ne fut plus soumis, plus prosterné qu'à cette époque; mais il s'y fit un tel vide et un tel silence qu'une émeute eût été moins menaçante. Napoléon III dut appeler le général Espinasse, et ne lui, chaque pas que le pays qui ne disait rien le repoussait.

Eh bien! c'est ce vide et ce silence qui serviront de leçon à l'Assemblée, dût-elle faire faire toutes les voix, supprimer tous les moyens que le pays aurait de faire connaître sa volonté; du reste, la droite ne peut reculer devant aucun moyen. Il est question, et on le dit très-sérieusement, d'un projet de M. de Melun qui interdirait toute élection partielle jusqu'au vote de la loi électorale. Quand un parti en vient à ce point de vouloir fermer la bouche à tout prix au pays, quand il veut s'imposer avec ce fanatisme d'infatuation, il est inexorablement jugé et ses jours sont comptés. Reste à savoir seulement ce que son obstination aura entraîné de ruines et de douleurs pour la France.

Le choix de M. de Larcy comme président de la commission des trente, et par conséquent, d'un homme qui est resté l'ami de M. Thiers, quoique devenu son adversaire politique, après avoir été son ministre, indique que dans tous les cas la politique de la droite persiste à capter le président de la république. Toutefois, dit-on, M. de Larcy aurait refusé d'aller au nom de la commission chez M. Thiers, craignant d'être mal reçu, et ce serait M. Baze qui aurait chargé de ce soin, comme étant homme à rendre les bourgeois. Il paraît, toutefois, que jusqu'à cette heure la commission n'a envoyé personne chez le chef du pouvoir exécutif.

La responsabilité ministérielle imposée va être probablement le grand point de mire de la majorité de droite au sein de la commission des 30. Seulement on est certain de la faire accepter en séance publique, puisqu'une motion analogue, émanant de la commission Kerdrel, a été rejetée.

Ainsi que vous devez le supposer, peu d'autres nouvelles en dehors de ces questions qui préoccupent exclusivement l'opinion publique.

Le ministre de la guerre a obtenu de la commission spéciale une augmentation de 10 millions pour la solde de la gendarmerie, reconnue généralement insuffisante.

Le Rhin est en armement pour conduire à la Nouvelle Calédonie les derniers condamnés à la transportation. Jusqu'à présent il y en a 3,200 de partis.

(Autre correspondance.)

Paris, 6 décembre.

A la réception de la présidence, qui a été très-nombreuse hier soir, M. Thiers a eu une longue conversation avec M. Casimir Périer. Le président de la république a dit qu'il était peu surpris du résultat de l'élection de la commission, résultat qui rend le renouvellement partiel impossible.

M. Thiers demanda à la commission de hâter les délibérations autant que possible pour faire cesser la crise qui pèse sur le pays. La commission toutefois ne paraît pas devoir entrer dans les vues du président de la république, car après avoir choisi entre après-midi son bureau, elle s'est ajournée à lundi prochain.

Le centre gauche a tenu aujourd'hui une fort longue séance, présidée par M. le comte Rampon, M. Ricard s'étant rendu à la commission des trente. On a examiné la question de savoir si l'on convenait de déposer la proposition de réformes constitutionnelles.

M. Casimir Périer a pris la parole pour dire que la proposition est déposée à la Chambre, force sera de demander l'urgence pour qu'elle puisse être renvoyée à la commission tomorrow. Or, il est à craindre que le débat sur l'urgence rende plus difficile la conciliation que le centre gauche doit désirer. M. Périer est donc d'avis d'envoyer la proposition directement à la commission accompagnée d'une lettre du bureau du centre gauche.

La proposition de M. Périer est appuyée par M. Antonin Lefebvre-Pontalis.

M. Delorme croit que cette proposition doit être déposée avec une certaine solennité, et il demande si elle ne pourrait pas être présentée à titre d'amendement.

M. Antonin Lefebvre-Pontalis pense que pour suivre la voie tracée par M. Périer il faut modifier la rédaction de la proposition faite.

M. Ernest Picard croit que la proposition doit devenir un amendement. Il ne faut pas que le centre gauche abdique, mais il faudrait que M. Périer mette à la tribune pour exposer comment le projet est devenu un amendement.

M. René Brieu croit que les termes de la proposition doivent être désormais changés; la proposition demandait la nomination d'une commission, or, la commission est nommée.

M. Léon Say se prononce dans le même sens que M. Brieu.

Il faut revoir la rédaction de la proposition, et, par l'organe de M. Périer, la réunion pourra faire dire à la tribune ce qu'elle croit utile et ce qu'elle veut faire au sujet des amendements qu'elle pourra proposer.

M. Ernest Picard dit que la commission nommée doit régler les attributions des pouvoirs et la responsabilité ministérielle; il croit que la proposition du centre gauche pourrait être renvoyée à cette commission même, en disant que les signataires proposent de faire porter son examen sur les bases indiquées.

M. Paris croit qu'une semblable proposition sera renvoyée à la commission d'initiative.

M. Ducloux expose que lorsque la proposition a été rédigée, le gouvernement n'avait pas présenté la proposition votée le 30. Cette proposition du gouvernement étant votée, on ne peut plus rien faire avant de savoir quelles conclusions adoptera la commission qui hier a été nommée dans les bureaux.

M. Ernest Picard prend de nouveau la parole pour émettre l'avis qu'il faut donner à la proposition la forme d'un amendement. On pourrait le déposer immédiatement en expliquant à la commission ce qu'on croit être utile. Suivant M. Picard, le procédé indiqué par M. Ducloux ferait rentrer sous terre la politique du centre gauche.

M. de Pressensé émet l'avis qu'un amendement portant sur les points indiqués s'élève à l'état de contre-proposition à la proposition Dufaure, et il est d'avis de ne rien faire actuellement.

M. Delorme veut avant tout que la proposition voie le jour.

M. Casimir Périer pense qu'il ne faut pas que cette proposition soit l'œuvre morte, mais il faut éviter aujourd'hui toute discussion. Il faut donc tout simplement envoyer la proposition à la commission.

M. Laboulaye craint que la commission ne veuille pas l'accepter. Il propose de remettre la proposition à ceux des membres du centre gauche qui font partie de la commission.

M. Périer se range à l'opinion de M. Laboulaye.

M. Rive appuie aussi la proposition de M. Laboulaye. Toutes les questions soulevées par le centre gauche devront être maintenues.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 6 décembre.

La situation est grave et toujours incertaine. Nous ne savons encore ce qui en sortira; mais tout le monde s'accorde à constater qu'il y a un abîme béant ouvert au-dessus du lendemain.

La modération extrême de la discussion dans les bureaux, aux deux extrêmes du centre droit et ceux du centre gauche, qu'on représentait hier comme prêts à se fonder, a tenu précisément à l'importance décisive du fond du débat. Chacun craint d'avoir la responsabilité du conflit qui paraît imminent; chacun semble vouloir donner à son parti devant le pays l'apparence d'intentions de conciliation.

Au fond, les plus graves projets sont dans l'air. De toutes parts on s'écrit: dissolution!

Le renouvellement partiel sur lequel on avait fondé des espérances ne semble plus possible, et c'est au véritable point de vue conservateur qu'il faut aujourd'hui demander la dissolution, comme le fait observer M. Turquet, l'un des députés les plus autorisés de la jeune gauche, dans une remarquable lettre publiée par le *XIX<sup>e</sup> Siècle*.

Mais, maintenant, comment en arriver à la dissolution, la situation actuelle étant donnée, et la Chambre seule ayant le droit de se dissoudre? — Par la pression qu'exerceront sur les députés un pétitionnement général, et une proposition lancée comme jadis la proposition Râteau.

Hélas! je ne sais si je me trompe. Je voudrais me tromper; mais il me semble que la France entière pourrait pétitionner sans décider la droite à s'en aller, malgré les quelques consentements à la dissolution que l'on signale de ce côté.

Pardieu! ils sont bien sûrs que leurs consentements ébranlent les engagements à rien!

Je ne veux pas revenir par là même sur les discussions des bureaux que tous les journaux ont maintenant publiées et sur lesquelles, hier, je vous ai envoyé de nombreux détails. Je me borne à vous en résumer les sens généraux pour bien déterminer l'attitude des divers groupes de l'Assemblée.

La droite se maintient sur le terrain de la responsabilité ministérielle et de l'exclusion de M. Thiers de l'Assemblée, c'est-à-dire sur la décision arrêtée d'imposer à M. Thiers un ministère dirigé et de le réduire au silence et au servage. Elle sait bien que M. Thiers ne peut subir cela, mais d'après les injonctions de Rome et celles de Frohsdorf, elle a, paraît-il, pour consigne de renverser M. Thiers à tout prix.

Tout au plus interviendrait-il, en manière de proposition conciliatrice émanant du centre droit, un consentement au droit de veto.

Le centre gauche — qui représentait hier dans les bureaux les gauches réunies — se maintient sur le terrain du renouvellement partiel et de l'ensemble des propositions de *modus vivendi* — prolongation des pouvoirs, création d'une vice-présidence, droit de veto suspensif.

La gauche républicaine et la gauche extrême acceptent ce programme, mais sont divisées sur la question du renouvellement. Dans la gauche républicaine une partie des membres s'arrange du renouvellement partiel; une autre partie veut, comme l'extrême gauche, le renouvellement intégral.

Mais ces divisions sont de peu d'importance. S'il n'y avait plus que cela entre les 372 et les autres les choses s'arrangeraient. Seulement, j'en ai peur, les propositions constitutionnelles ne viendront même pas en discussion. Etant donnée la composition de la commission, on peut dès à présent prévoir sa résolution qui conclura simplement à l'organisation de la responsabilité ministérielle et à l'isolement du président de la république hors de l'Assemblée.

Vous avez pu également constater les chiffres des deux majorités de l'Assemblée: majorité des bureaux et majorité de la séance publique. Les deux se maintiennent dans les mêmes chiffres; car le total des suffrages exprimés hier dans les bureaux est le même que celui des suffrages exprimés en séance le 29 novembre.

6 : 9 : 11 : 49

Donc il est clair et manifeste qu'entre les soutiens du gouvernement en séance publique et ses soutiens dans les bureaux il y a un écart d'une quarantaine de voix. Celles des honteux, des ambitieux, des incertains; des inféodés au cléricalisme — disons le mot: des malhonnêtes.

Vous comprendrez qu'après avoir ainsi qualifié les défectionnaires je ne vous cite pas les noms que l'on se chuchote à l'oreille.

La commission des trente s'est déjà réunie ce matin. Dès la première séance, la droite a tenu à affirmer sa majorité en appelant les plus ardents de ses membres à en former le bureau. On a été élu:

M. de Larcy, président, 19 voix contre M. Martel 11 voix.

M. le duc d'Audiffert-Pasquier, vice-président, par 20 voix contre 40 voix données à M. Martel.

MM. Am. Lefebvre-Pontalis (19 voix) et O. d'Anselmeville (30 voix), secrétaires, contre MM. Duchatel (11 voix) et Delacour (9 voix).

A la prochaine réunion les commissaires devront, selon l'usage, exposer l'opinion de leurs bureaux respectifs; n'attendez donc rien de nouveau de ce côté avant lundi.

En séance publique on reprend la discussion du budget de la justice. C'est toujours le chapitre VI, cours d'appel, qui est en discussion.

M. Ricard, Bertaud et plusieurs autres députés ont signé un amendement tendant à porter au budget des dépenses une somme de 24,200 fr., pour élever à 3,600 fr. le traitement des greffiers en chef des cours d'appel de troisième classe, et à 4,300 le traitement des greffiers des cours de Rouen et de Toulouse.

M. Bertaud développe son amendement sans succès, car il est rejeté après une courte réplique de M. Baudouin.

Pas de débat sur le chapitre VII, cours d'assises, 156,200 francs, adopté.

Sur le chapitre suivant, tribunaux de première instance, M. de Jouvencel, qui n'est pourtant point radical, propose la mesure radicale que voici: Supprimer 175 tribunaux de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe, ce qui permettrait de réduire de 3,500,000 francs le crédit demandé.

Il faut croire que M. de Jouvencel se fait peu d'illusion sur le sort réservé à son amendement, car il termine ses observations par ces mots: « Dans » notre pays il est plus facile de renverser un gouvernement qu'un tribunal! »

Voici M. Dufaure à la tribune. Le garde des sceaux accepte pas sans réserve la réduction de 30,000 fr. faite par la commission du budget. Il craint qu'elle ne puisse s'effectuer sans difficultés. Une réduction de 10,000 fr. lui paraissant suffisante pour marquer la volonté de l'Assemblée de faire toutes les économies compatibles avec les besoins du service.

La commission accepte la proposition du ministre. On est donc d'accord.

Pas de tout, il y a toujours des gens plus royalistes que le roi. Tels sont MM. Bidwell, du Vignage, Pion, Paris, Bigot, Bidard, Tailland et Loro qui veulent rétablir sans diminution le chiffre de 10,447,830 fr. primitivement demandé par le gouvernement.

M. Biet soutient son amendement à la tribune. Il est rejeté après une courte réplique de M. Baudouin.

Chapitre IX, tribunaux de commerce, 175,800 fr.

« X », de police, 89,400 fr.

« XI », justices de paix, 7,810,300 »

adoptés sans débat.

Sur le chapitre XII, justice française en Algérie, l'Assemblée adopte une réduction de 10,000 fr. proposée par MM. Jacques et Colas.

On vote sans discussion les deux derniers chapitres: « Frais de justice criminelle, secours et dépenses imprévues. »

On aborde le ministère de la marine et des colonies. Voici M. Farcy à la tribune. L'honorable député de la Seine est officier de marine. Chaque année il se livre à l'étude la plus minutieuse du budget de la marine et en signale impitoyablement les imperfections et les abus. C'est d'autant plus méritoire que sa franchise ne paraît point avoir porté préjudice à son avancement. M. Farcy est, je crois, porté le second ou le troisième sur le tableau, par rang d'ancienneté, des lieutenants de vaisseau! C'est donc un acte de courage ou tout au moins d'abnégation qu'accomplit le député de Paris.

M. Farcy a formulé une série d'amendements tendant à réduire l'ensemble des crédits de ce ministère d'une somme de 40,820,314. Il présente quelques observations générales qui soulèvent les clameurs de la droite.

M. Ancel, rapporteur, se plaint du retard mis par M. Farcy dans le dépôt des amendements.

« Le rapport n'ayant été distribué qu'au mois de novembre, réplique M. Farcy, je n'ai pu étudier plus tôt les crédits proposés; d'ailleurs, je demande simplement le renvoi à la commission. »

Le renvoi n'est pas ordonné.

Pas d'observation sur le chapitre 1<sup>er</sup>: « Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 1,045,840 fr. »

Aucun débat non plus sur les deux chapitres suivants: « I. Matériel de l'administration centrale, fr. 262,450. II. Dépôt des cartes et plans, fr. 423,800. »

Sur le chapitre IV « États-majors et équipages à terre et à la mer, fr. 33,078,907 », M. Vandier propose une augmentation de fr. 725,571.

M. Vandier, encore un officier de marine, je crois, rappelle les services rendus par les troupes de la marine. Il insiste sur ce point qu'un long temps est nécessaire pour former des marins et surtout des officiers. Il est donc dangereux de réduire les crédits ayant un tel caractère d'utilité.

« Comment, s'écrie l'orateur s'adressant à la commission du budget, vous trouvez un million pour l'Opéra, ce monument de décadence, et vous refusez quelques centaines de mille francs à vos marins! » La droite applaudit.

Cette fois c'est le ministre qui vient répondre. L'amiral Pothuau fait observer qu'il n'y a pas, à proprement dire, de réductions nouvelles sur le budget de cette année. Il affirme que le nombre des officiers est suffisant pour faire face à toutes les exigences du service.

De 1846 à 1861 la somme portée au budget n'est pas supérieure à celle inscrite au budget en discussion. Un personnel trop nombreux ne trouverait pas plus facilement l'occasion de naviguer, ce qui admettrait évidemment la valeur du corps d'état-major. « Croyez-vous, dit le ministre en terminant, qu'il m'en a coûté de faire ces réductions? Mais j'ai cru que l'intérêt du service devait prévaloir sur toute autre considération. »

M. Scholcher est à la tribune. Il signale la persistance de la traite des nègres sur certains points de la côte d'Afrique. Un dépôt considérable d'esclaves existe en ce moment dans l'île de Zanzibar. Une lettre du docteur Livingstone, le célèbre voyageur anglais, a signalé cet état de choses. L'Angleterre a envoyé des croiseurs pour poursuivre les négriers.

M. Scholcher demande que le ministre de la marine donne des ordres pour que nos navires se joignent aux croiseurs anglais afin d'empêcher ce honteux trafic.

Le ministre répond que les ordres sont donnés pour que nos croiseurs s'opposent à la continuation de cet odieux trafic.

On vote sans débat les chapitres suivants:

Troupes.....fr. 11,446,678

Personnel non navigant.....3,862,856

Maistrance, gardiennage.....3,735,022

Hôpitaux.....2,238,510

Vivres.....14,319,337

Salaires d'ouvriers.....16,643,000

Constructions navales.....29,435,407

Travaux hydrauliques.....3,300,000

Justice maritime.....437,560

Ecole navale.....217,350

Frais généraux.....330,400

Repatriement, passage, pilotage et dépenses diverses.....3,504,400



*Huiles.* — L'huile de lin vaut sur place fr. 83-75 les



dimanche, relâche pour la mise en scène et les répétitions générales de *Cenarion*.  
Lundi, 9, première représentation.  
THÉÂTRE MOLIERE (7 h. 1/4). — Dimanche, 8, le *Demi-Monde*, com. en 5 actes.  
CIRQUE F. LOISSET, place des Nations. — Très-éclatamment l'ouverture.  
CASINO DES GALERIES SAINT-HUBERT (7 h. 1/2). — Spectacle-concert des Bouffes-Bruxellois. — Tous les soirs, opéras-comiques, opérettes et chansons nouvelles, cuivres et fanfares. — Représentation de M. Trewey, l'incomparable clown équilibriste.  
JARDIN ZOOLOGIQUE (vue Belliard). — Entrée : fr. 5; aquarium, 50 cent. (Omnibus américain.)

Louvain pour Fraschot, Diest, Hasselt, 8 h. 07, 10 h. 20 m, 2 h. 39, 6 h. 12 soir. — Anvers et Liège, 5 h. 50, 8 h. 56 m, 11 h. 22, 3 h. 53, 7 h. 20 s. — Givet pour Charleroi et Bruxelles 7 h. 05, 11 h. 16 m, 4 h. 34 soir. — Charleroi pour Louvain 5 h. 36 et Lodestins, 9 h. 45 m, 1 h. 42, 5 h. 12, 7 h. 17 s. — Herenthals pour Liège et Anvers, 5 h. 25, 8 h. 54, 5 h. 10 soir. — Hasselt pour Diest, Louvain, Bruxelles et Anvers, 8 h. 04, 11 h. 48, 3 h. 16, 6 h. 48 soir.

BRUGES pour Blankenbergh, 7 h. 20, 10 h. 54 matin, 2 h. 46,